



# 2012 TOKYO ANNUAL MEETINGS

INTERNATIONAL MONETARY FUND  
WORLD BANK GROUP

Français

Le 12 octobre 2012

Allocution prononcée par M<sup>me</sup> **CHRISTINE LAGARDE**,  
Présidente du Conseil d'administration et Directrice générale  
du Fonds monétaire international,  
devant le Conseil des gouverneurs du FMI,  
en séance plénière



**Discours prononcé lors de l'Assemblée annuelle  
Regard sur l'avenir : une économie mondiale en mutation, un FMI en évolution**

M<sup>me</sup> Christine Lagarde  
Directrice générale, Fonds monétaire international

Tokyo, 12 octobre 2012

**Introduction — Le monde entier se retrouve au Japon**

*Ohayo gozaimasu*—bonjour !

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Gouverneurs, Mesdames et Messieurs, c'est avec plaisir que je vous souhaite la bienvenue à cette Assemblée, au nom du Fonds monétaire international. *Tokyo e yokoso!*

Je tiens tout d'abord à saluer et à remercier Son Altesse Impériale le Prince Héritier Naruhito de nous honorer de sa présence ce matin. C'est un grand privilège de l'avoir parmi nous. Je voudrais aussi remercier nos hôtes japonais pour leur chaleureuse hospitalité. Permettez-moi enfin de souhaiter la bienvenue à mon ami, M. Jim Kim, Président de la Banque mondiale, qui participe pour la première fois à l'Assemblée annuelle. Je sais ce qu'il ressent, j'ai connu la même expérience l'an dernier!

Lors des dernières assemblées annuelles qui se sont tenues à Tokyo, en 1964, M. Hayato Ikeda, Premier ministre japonais de l'époque, avait déclaré que «l'enjeu vital auquel nous sommes tous confrontés, sur le plan national et international, consiste à favoriser une croissance économique stable et à réduire les disparités entre riches et pauvres.» Comme le dit un vieux dicton, plus ça change, plus c'est la même chose.

Le Japon a accompli un long chemin depuis 1964.

J'arrive de Sendai, théâtre l'an dernier d'un tremblement de terre et d'un tsunami dévastateurs, où tant de vies ont été perdues, où tant de rêves se sont brisés. Pourtant, j'ai vu une ville en renouveau. J'ai vu de mes propres yeux les efforts spectaculaires déployés par les habitants pour reconstruire leur pays et leur vie. J'ai vu du courage et de la confiance.

Le peuple japonais est un exemple pour la planète. Il a compris ce que nous devons *tous* comprendre, que c'est seulement en faisant front ensemble que nous pouvons surmonter les turbulences de notre époque et améliorer notre avenir commun.

Ce matin, je voudrais évoquer avec vous ce à quoi cet avenir pourrait ressembler — pour l'économie mondiale, pour le FMI, et pour nous tous.

J'aborderai donc trois thèmes :

- *Le rythme et l'ampleur de l'évolution de l'économie mondiale*
- *La voie à suivre*
- *Ma vision du FMI de demain*

### **A. Un monde en mouvement - des mutations d'envergure**

À l'heure où nous sommes confrontés aux bouleversements qui se produisent autour de nous, nous pouvons tirer des enseignements des Assemblées annuelles qui se sont tenues à Tokyo en 1964.

À l'époque, les membres qui s'y étaient réunis faisaient face à un monde nouveau, triomphant, un âge d'or. Le Japon était en pleine renaissance économique, et l'économie mondiale en plein essor.

Voyez le chemin accompli. Voyez la hausse remarquable du niveau de vie : le PIB réel par habitant de la planète a été multiplié par près de 3,5, celui du Japon a quadruplé, et celui des pays émergents d'Asie, de neuf fois et demi plus élevé, a progressé à un rythme stupéfiant. Le volume des échanges mondiaux a été multiplié par 16. Enfin, sous l'impulsion de la Chine, 500 millions de personnes sont sorties de la pauvreté ces dernières décennies sur le seul continent asiatique.

Aujourd'hui encore, notre monde est en proie à de gigantesques transformations.

*Des bouleversements démographiques* se produisent : des multitudes de jeunes dans les régions en croissance économique; des populations vieillissantes dans les pays avancés et dans les grands pays émergents; enfin, un nombre grandissant de femmes participant à la vie économique. En 2035, l'Afrique comptera, avec plus d'un milliard de personnes, la population active la plus importante au monde — plus que l'Inde ou la Chine. Mais la planète recensera alors plus d'un milliard de personnes âgées de plus de 65 ans.

*Le pouvoir économique* se diffuse, de l'Ouest à l'Est, et la prospérité commence à se répandre du Nord au Sud. Les pays émergents et en développement, qui représentaient un quart du PIB mondial en 1964, en constituent aujourd'hui la moitié.

*Les innovations dans le domaine des communications et de la technologie* propulsent nos pays et nos sociétés vers des sommets toujours plus hauts. Une infinité d'interconnexions nous relient les uns les autres, qui offrent des milliards de possibilités à chacun d'entre nous. Aujourd'hui, près de 3 milliards de personnes sont reliées à l'Internet — un réseau véritablement mondial.

En bref, l'économie mondiale est en évolution.

L'Asie fait preuve d'une vigueur et d'un dynamisme manifestes. Il en va de même d'autres régions en développement. Ainsi, lors de ma visite au Brésil cette année, j'ai vu une femme présidente, Dilma Rousseff, fermement déterminée à promouvoir une croissance solidaire et à faire adopter son programme de réformes en vue de réduire les inégalités. Nous avons beaucoup à apprendre de ces régions, qui ont connu des périodes traumatiques.

En Europe aussi un processus historique d'intégration est en cours, aussi laborieux soit-il. Il est vrai que la zone euro est en proie à de graves difficultés et doit persévérer dans ses efforts pour mettre en œuvre les mesures qu'elle a annoncées. Mais nous devons aussi être conscients que le renforcement de l'intégration bancaire et budgétaire, en parallèle à des réformes structurelles approfondies, fortifiera ses fondations économiques et jettera les bases d'une union plus forte et plus résiliente.

Le Moyen-Orient aussi est en mutation. Certes, le chemin sera pavé de difficultés. Mais je suis convaincue que grâce à l'adhésion qu'elles suscitent, et avec une aide extérieure, les promesses liées à la métamorphose du monde arabe seront porteuses d'espoir. Le président égyptien, M. Morsi, m'a fait part lors de notre rencontre de sa détermination à conduire des réformes économiques ambitieuses assises sur des institutions démocratiques solides, et c'est ce qu'il fait.

On assiste aussi à une percée de l'Afrique subsaharienne — elle connaît une croissance vigoureuse et régulière après des décennies de stagnation. Bien sûr, un long chemin reste à parcourir pour remporter l'interminable guerre contre la pauvreté. Mais les vieux clichés s'effacent vite avec l'apparition de «marchés pionniers» dynamiques qui suscitent un vif intérêt à l'étranger. Prenez le Nigéria, pays dans lequel je me suis rendue cette année. Après avoir dilapidé pendant des lustres son patrimoine pétrolier, il affiche aujourd'hui une croissance remarquable, stimulée par des réformes énergiques et une vigoureuse impulsion politique.

Ces changements déterminent notre avenir.

Mais ne nous emballons pas. De grandes difficultés nous attendent également. Comme nos prévisions vous l'ont montré, la reprise mondiale demeure trop fragile. Pour des

millions de personnes, les perspectives d'emploi demeurent insuffisantes. Le fossé entre riches et pauvres demeure trop large.

Le chemin à accomplir pour concrétiser notre vision optimiste est semé d'embûches.

## **B. La voie à suivre**

Cela m'amène au deuxième point que je voulais évoquer : quelle voie suivre? Comment gérer cette mutation?

Je vois pour ma part trois grands axes stratégiques :

- en finir avec la crise
- mener à terme la réforme du secteur financier
- lutter contre les inégalités et œuvrer à une croissance solidaire

### *En finir avec la crise*

La priorité première, à l'évidence, consiste à dépasser la crise et à rétablir la croissance — tout particulièrement pour en terminer avec le fléau du chômage.

Nous savons quelles mesures nous permettrons d'y parvenir : une politique monétaire accommodante; un assainissement budgétaire conduit à un rythme approprié, dans le souci de ne pas compromettre la croissance mais accompagné de programmes solides et réalistes pour diminuer la dette à moyen terme; l'achèvement de l'assainissement du secteur bancaire; et des réformes structurelles pour stimuler la productivité et la croissance. Tout cela doit s'accompagner d'un rééquilibrage de la demande mondiale vers les marchés émergents dynamiques.

Ne nous leurrions pas : sans croissance, l'avenir de l'économie mondiale est menacé.

Le principal obstacle sera peut-être le niveau colossal de la dette publique, qui représente désormais 110 % du PIB en moyenne dans les pays avancés — son niveau le plus élevé depuis la Seconde Guerre mondiale. Les gouvernements se retrouvent ainsi tributaires de variations subtiles du degré de confiance. Ils ont par ailleurs les mains liées, notamment à l'heure où ils s'efforcent de bâtir l'infrastructure du XXI<sup>e</sup> siècle tout en respectant leurs promesses sociales. Les besoins de populations rapidement vieillissantes viendront exacerber ces difficultés.

L'histoire nous montre clairement qu'il est incroyablement difficile de diminuer la dette publique en l'absence de croissance. Inversement, il est plus difficile de créer de la croissance en présence d'un endettement élevé.

La route que nous devons suivre est étroite et longue.

Il s'agit maintenant de mettre un terme aux débats et d'appliquer les politiques dont nous savons qu'elles sont nécessaires. Il nous faut passer à l'action ensemble, et sur tous les fronts. Le jeu compte de nombreux participants, mais se joue en une seule partie — et sa complexité va croissant, mais ce peut être un jeu à somme positive.

### *La réforme du système financier*

Le deuxième axe consiste à améliorer le système financier. Nous savons qu'il est un élément essentiel de l'économie mondiale moderne.

Mais il nous faut renoncer au système qui a engendré la crise — un secteur financier où certains, comme auraient pu le dire les Grecs de l'Antiquité, cédant à l'hybris, ont déclenché la colère de Némésis.

Malgré quelques progrès, le système n'est pas beaucoup plus sûr aujourd'hui qu'à l'époque de Lehman. Il demeure trop complexe; les opérations sont toujours trop concentrées dans les grands établissements; et le spectre du «trop important pour faire faillite» continue de hanter le secteur. Les excès et les scandales persistants montrent que sa culture n'a pas véritablement changé.

Une priorité urgente pour nous consiste donc à achever le programme de réformes du secteur financier : une meilleure réglementation, une meilleure surveillance, un meilleur règlement des défaillances des entités transnationales, des incitations raisonnables dans les établissements financiers et des conditions de concurrence équitables pour le secteur.

Nous progressons, en nous appuyant notamment sur les normes de Bâle III en matière de fonds propres et de liquidités. Je crains néanmoins que l'élan ne soit en train de s'essouffler, tant en ce qui concerne la mise en œuvre des réformes convenues que les avancées dans des domaines tels que les produits dérivés, le système bancaire parallèle, et les établissements trop importants pour faire faillite.

Nombreux sont ceux qui, dans le secteur, s'inquiètent des coûts des nouvelles réglementations. Ces inquiétudes se justifient-elles? Une étude récente du FMI montre que le renforcement des réglementations poussera légèrement les taux débiteurs bancaires à la hausse, mais relativement peu. Elle conclut également que l'augmentation des réserves de fonds propres pour les porter à un niveau approprié ne compromet pas la

croissance, mais la favorise. La réforme de la taxation du secteur financier permettrait également de réduire la prise de risques excessifs et l'endettement.

Autrement dit, les coûts de la réforme sont abordables. Ceux de la facilité ne le sont pas. Nous en avons déjà fait l'expérience.

Autre chose : le système financier peut favoriser la transition vers une croissance mondiale plus équilibrée. À l'heure actuelle, les pays émergents d'Asie regroupent environ un tiers de l'épargne mondiale. Le développement des marchés financiers locaux permettrait de réorienter une plus grande part de cette épargne vers les pays émergents d'Asie eux-mêmes, vers les populations sur le point d'atteindre à la prospérité, qui en ont le plus besoin.

### *Inégalité et croissance solidaire*

Cela m'amène au troisième axe stratégique : l'inégalité et la qualité de la croissance dans notre monde futur. Il s'agit à vrai dire de l'aspect humain de l'élaboration des politiques.

La croissance est indispensable à l'avenir de l'économie mondiale, mais elle doit changer de nature. Il nous faut une croissance qui ne résulte pas simplement d'une mondialisation débridée. Une croissance solidaire.

Il ressort d'études récentes du FMI que la diminution des inégalités va de pair avec une stabilité macroéconomique renforcée et une croissance plus durable. Cette conclusion a de profondes implications sur les politiques à suivre.

Elle suppose de privilégier l'efficacité, mais aussi de faire de l'équité un souci constant de la politique budgétaire. Elle suppose une répartition équitable de la charge de l'ajustement, et la protection des personnes faibles et vulnérables. Elle suppose le renforcement de l'insertion financière, de sorte que tous aient accès aux marchés financiers et au crédit. Elle suppose une amélioration de la transparence et de la gouvernance, pour que de nouveaux débouchés s'ouvrent à tous — et que, s'ils se ferment, l'on sache pourquoi.

Ainsi donc, trois axes d'intervention s'imposent pour mettre en place l'économie mondiale de demain : dépasser la crise, améliorer le système financier, instaurer une nouvelle forme de croissance.

### **C. Le FMI de demain — servir les pays membres dans un contexte mondial nouveau**

Que signifie tout cela pour l'avenir du FMI?



La nécessité d'une coopération renforcée l'emporte sur tout ce que j'ai mentionné jusqu'ici. Un monde interconnecté doit être un monde qui coopère — un monde, comme l'a dit le grand poète indien Tagore, «que d'étroites murailles intérieures n'ont pas brisé en fragments».

Aussi les institutions multilatérales, qui étaient importantes par le passé, le sont-elles encore plus pour notre avenir.

Et le FMI est une instance de toute première importance pour cette coopération mondiale.

Cette crise nous a changés : de nouvelles approches, de nouveaux instruments, une nouvelle pertinence. Les grands contours du FMI futur se dessinent — mais ils se fondent sur son passé, et sur la mission que lui ont confiée ses fondateurs.

À quoi devrait donc ressembler le FMI de demain?

*Premier point : le FMI doit toujours être un conseiller de confiance*

Cette mission est parfois délicate — il est aussi difficile de donner que de recevoir des conseils! Au cours de l'année écoulée, nous avons pris plusieurs décisions, dont certaines ont créé la polémique : nous avons appelé à recapitaliser les banques européennes, à renforcer le pare-feu financier européen, à adopter une approche plus équilibrée de l'ajustement budgétaire, à s'occuper d'urgence du précipice budgétaire. Des décisions radicales, mais qu'il nous appartient de prendre — le FMI doit être un arbitre objectif et indépendant des problèmes économiques, surtout dans les temps difficiles.

Le FMI doit maintenant continuer sur cette voie et s'adapter encore davantage à l'évolution des réalités et des priorités de l'économie mondiale moderne, ce monde d'interconnexions complexes. Plus que jamais, notre action se concentre sur les répercussions économiques et stratégiques — sur la façon dont ce qui se passe dans un pays influe sur les autres.

La nouvelle décision sur la surveillance intégrée, par exemple, permettra à la surveillance nationale *et* à la surveillance mondiale de s'enrichir mutuellement, en soulignant les effets transfrontières. Le nouveau rapport sur le secteur extérieur affine l'évaluation des politiques sous l'angle multilatéral, notamment en ce qui concerne les régimes de change. Enfin, la nouvelle stratégie de surveillance financière recentre substantiellement l'attention sur un secteur qui est au cœur même des inquiétudes à l'égard de la stabilité, nationale et mondiale.

*Deuxième point : le FMI doit disposer des ressources nécessaires pour soutenir ses membres dans ce monde interconnecté*

À ce stade de la crise, nous avons engagé 540 milliards de dollars, dont 150 milliards ont été décaissés, dans 126 programmes de prêts — 57 non concessionnels, 69 concessionnels. Nous apportons une aide à toutes sortes de pays confrontés à toutes sortes de problèmes; nous leur fournissons des financements pour appuyer leur ajustement et leur transition, et des assurances pour prévenir les effets de contagion et certifier les bonnes politiques. Nous conduisons cette action avec davantage de souplesse et en prenant mieux en compte la situation sociale — nous appelons par exemple certains pays à étaler leur assainissement budgétaire sur une plus longue durée.

La décision que vous avez prise en début d'année d'augmenter les ressources du FMI de 456 milliards de dollars est un témoignage remarquable de confiance envers l'institution, et porte sa capacité de prêt totale à plus de 1.000 milliards de dollars. Récemment, vous avez en outre marqué votre soutien aux pays à faible revenu en leur affectant le reliquat des bénéfices exceptionnels des ventes d'or — ce qui permettra au FMI de disposer dans les années à venir de ressources suffisantes pour les prêts concessionnels au titre du fonds fiduciaire pour la réduction de pauvreté et pour la croissance.

Soyez assurés que vos investissements seront mis à bon usage — ils serviront à mettre un terme aux crises, à en prévenir d'autres, et à en réduire les coûts humains.

*Un dernier point, mais primordial, concernant le FMI de demain : il doit véritablement refléter sa dimension mondiale.*

Nous avons besoin d'un FMI qui représente le monde, qui ressemble au monde, et au sein duquel le monde se sent à l'aise et en sécurité.

Dans ce contexte, les réformes adoptées en 2010 marquent la plus grande évolution qu'ait connue notre gouvernance depuis l'origine. Et les résultats sont là : un transfert de 6 % des quotes-parts aura lieu en faveur des pays émergents et en développement dynamiques, soit 9 % au total depuis le début de la précédente réforme de 2006. Pour la première fois, le Brésil, la Chine, l'Inde et la Russie figureront parmi les 10 principaux actionnaires. Pour la première fois dans l'histoire de toutes les institutions financières internationales, notre Conseil d'administration sera composé uniquement d'administrateurs élus.

Nous avons accompli de grands progrès dans l'application de cette réforme. Nous avons atteint la plupart des grands objectifs : plus de 75 % d'approbations de l'augmentation des quotes-parts, plus de 120 pays en faveur de la réforme du Conseil d'administration. Nous devons maintenant redoubler d'efforts pour obtenir les 85 % de voix nécessaires pour mener ces deux réformes à terme.

Notre but est en vue. Il est proche et aujourd'hui — ici, à Tokyo — j'invite à nouveau les pays membres à l'atteindre.

*Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Gouverneurs* : voilà en bref le FMI que nous avons construit et que nous continuerons de construire, avec votre soutien. C'est le vôtre. Un FMI pour toutes les époques et destiné à tous, au service de ses membres, du monde et des peuples.

### **Conclusion : l'esprit de Tokyo — la coopération**

En conclusion, permettez-moi à nouveau de remercier et de rendre hommage à nos hôtes japonais. Le Japon est véritablement le champion du multilatéralisme et de la coopération mondiale. Il est un ami du FMI, et nous célébrons actuellement nos 60 ans de partenariat.

Je tiens à exprimer ma profonde reconnaissance au personnel exceptionnel, de premier ordre, du FMI. Jamais auparavant un groupe de spécialistes dévoués, qui travaillent jour et nuit pour soutenir les pays membres, ne m'avait tant impressionnée.

Je souhaite également remercier les administrateurs du FMI pour leurs conseils avisés et leur esprit de collaboration. Mes remerciements s'adressent également à vous, les membres, pour votre soutien constant, pour votre confiance en nous.

Une dernière observation : dans le cadre de cette Assemblée, nous avons lancé un concours destiné aux étudiants japonais, leur demandant de nous faire part de leurs réflexions sur le FMI et sur l'économie mondiale. Nous avons reçu en réponse de nombreux essais brillants et passionnés. Les finalistes sont parmi nous aujourd'hui. Je les remercie de bien vouloir se lever.

Un essai m'a particulièrement frappée. Il a été rédigé par une jeune femme dénommée *Nao Yonemoto*.

Nao évoque un épisode célèbre de l'histoire japonaise marqué par la rivalité de deux seigneurs de guerre — *Shingen Takeda* et *Kenshin Uesugi*. Lorsque l'un d'eux se rendit compte que son adversaire manquait de sel — produits de très grande valeur à cette époque — il lui en fit parvenir de ses propres réserves.

D'où le grand proverbe japonais: «*Donne du sel à ton adversaire*». En d'autres termes, soyez généreux envers ceux qui sont dans le besoin, même s'ils sont différents de vous, s'ils ne font pas partie de votre équipe. Le message? S'entraider dans les temps difficiles est la seule façon de s'en sortir.

*Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Gouverneurs* : l'esprit de coopération est la seule solution qui s'offre à nous. J'ai pu l'observer à Sandai l'autre jour. J'ai pu l'observer cette année au cours de mes voyages dans les pays membres. Je l'observe à nouveau sur vos visages ce matin.

C'est l'esprit de notre Assemblée. J'espère que vous l'emporterez en rentrant chez vous.

Je vous remercie.